Elections Législatives du 23 Juin 1968



Circonscription de Saint-Brieuc



Electrices, Electeurs,

Par deux fois déjà depuis 15 mois, en mars, puis en septembre 1967 avec une majorité largement accrue, vous m'avez accordé votre confiance. Je me suis efforcé d'en être digne en défendant de mon mieux les intérêts de notre région et de sa population. Malheureusement, les craintes que j'avais formulées aux cours de ces campagnes électorales n'ont été que trop confirmées. La politique du régime, que vous condamniez déjà, s'est poursuivie dans la même voie, avec les mêmes méthodes autoritaires, aboutissant à la crise très grave que vient de traverser le pays.

L'escalade

Ce sont d'abord **LES ÉTUDIANTS** qui ont manifesté contre une Université inadaptée, élargissant très vite leur contestation, non seulement au pouvoir gaulliste, mais aux structures même du régime capitaliste, en dénonçant les injustices qu'il entraîne. Sans doute se sont-ils exprimés avec une violence parfois excessive, mais, au lieu de leur opposer seulement la répression policière, n'eût-il pas mieux valu s'efforcer de les comprendre, et d'engager avec eux le dialogue ? Pourquoi les avoir présentés comme une poignée d'agitateurs, puisque tout le monde aujourd'hui, y compris le général de Gaulle, reconnaît la valeur des idées qu'ils ont proclamées ? Ces idées ont d'ailleurs, dès le début, trouvé un écho profond dans toute la jeunesse et dans des milieux très divers, laïques et religieux. Elles rejoignent les conceptions que nous avons toujours défendues, qui tendent à créer plus de justice sociale et à fonder les rapports humains sur des bases plus fraternelles.

LES SALARIÉS, eux, sont entrés en lutte pour des objectifs strictement professionnels. Ils ont obtenu, sous la pression de la grève, des satisfactions importantes, bien supérieures aux revendications que le gouvernement jugeait auparavant déraisonnables. Là aussi, l'épreuve de force aurait pu être évitée si le pouvoir n'avait trop longtemps trahi les promesses et refusé toute discussion sérieuse.

A qui la faute ?

La crise qui s'achève va toucher durement l'économie du pays. Mais à qui la faute, sinon à ceux qui détiennent depuis dix ans tous les pouvoirs et n'ont su ni prévoir ni organiser les évolutions nécessaires, à part la récession et le chômage ?

Que feront-ils ?

Les gaullistes sont-ils maintenant qualifiés pour réparer dix ans d'erreurs gaullistes ? S'ils obtenaient à nouveau la majorité à l'Assemblée, rien ne serait changé. **Pourquoi feraient-ils mieux qu'hier**, ayant perdu définitivement la confiance des jeunes et des travailleurs ? Dans quelques mois les mêmes difficultés surgiraient à nouveau, sous des formes sans doute plus graves.

La situation ne peut, en effet, que se détériorer car rien n'a été prévu pour absorber les hausses de salaires. Le gouvernement prépare déjà une dévaluation qui, avec la hausse des prix, détruira une part importante des avantages acquis, réduira le pouvoir d'achat des personnes âgées et des retraités, rendra moins compétitives encore nos petites entreprises et compromettra définitivement nos productions agricoles dont les prix ne suivront pas les prix industriels. Quant aux artisans et commerçants, déjà victimes d'une fiscalité qui avantage les grosses sociétés, ils s'apercevront, en disparaissant, que c'est le capitalisme qui les condamne.

Nos solutions

C'est une autre politique qu'il faut choisir, celle que nous proposons depuis plusieurs années avec notre camarade **Pierre MENDÈS-FRANCE :**

- EXPANSION MAXIMUM pour augmenter les richesses à distribuer, en assurant le **plein emploi.**
- SUPPRESSION DES DÉPENSES INUTILES (force de frappe) et prélèvement sur les gros revenus pour une répartition plus équitable.
- PLANIFICATION RÉGIONALISÉE **pour arrêter l'exode**. Il faut aider l'agriculture à s'organiser dans la **coopération** sous toutes ses formes : crédit, production, transformation, commercialisation, et développer nos ressources côtières : pêche et tourisme. Il faut créer en Bretagne **les entreprises nouvelles** que nous attendons en vain depuis dix ans.

Pour cela il faut que l'économie nationale cesse d'être dirigée par les trusts capitalistes : les grosses sociétés des secteurs dominants doivent être nationalisées. En même temps doit s'organiser cette **participation à la gestion** dont tout le monde parle aujourd'hui, mais qui ne peut être qu'un leurre dans un système autoritaire et centralisé où le grand patronat tient tous les leviers de commande. Cela suppose en particulier la création **d'institutions régionales** représentatives douées de pouvoir de décision.

Cette politique, les gaullistes et la **grande bourgeoisie** qui les soutient ne peuvent l'accepter. Mais leurs intérêts ne sont pas les vôtres, au contraire ! C'est pourquoi j'attends avec confiance le scrutin du 23 juin.

Je continuerai alors à remplir mon mandat avec conscience, en restant, comme je le fais depuis 3 ans à la Mairie de Saint-Brieuc, au service de tous, sans aucune exclusive, et sans autre ambition que de faire vivre cette région que nous aimons.

En refusant de reconduire ce régime, vous rendrez l'espoir à notre jeunesse.

Vous voterez pour une politique nouvelle qui orientera notre pays vers une société plus fraternelle, une société que nous ne voulons pas copier ailleurs, une société socialiste et libre que nous créerons ensemble.

ATTENTION : Les abstentions et la dispersion des suffrages feraient le jeu de la droite.

VOTEZ EFFICACE, choisissez le candidat le plus qualifié pour faire échec à la réaction sociale.

Suppléant :

Pierre LANOE

Maire de Lamballe
Président de la C. A. de l'Hôpital rural
Président du Syndicat
intercommunal à vocation multiple
de la région de Lamballe

Yves LE FOLL

Ancien Prisonnier de Guerre
Député sortant
Maire de Saint Brieuc
Conseiller Général
Président de la Commission Administrative du Centre Hospitalier
Président du Syndicat Intercommunal St-Brieuc - Ploufragan - Trégueux
Candidat du PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

IMPRIMERIE MODERNE — ST-BRIEUC